

[Français]

LES AFFAIRES INDIENNES

M. Claude Bachand (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, vendredi, les députés du Bloc québécois ont questionné le ministre des Affaires indiennes sur l'attitude et les intentions paternalistes et dédaigneuses envers les peuples autochtones telles que révélées dans une note de service écrite par son sous-ministre adjoint.

En guise de réponse à nos questions, le ministre s'est lancé dans une attaque tous azimuts contre les souverainistes et contre le gouvernement de tous les Québécois.

Tout en refusant de répondre pour des suggestions inacceptables de son sous-ministre adjoint, qui veut que ce gouvernement achète le silence des autochtones, le ministre s'est livré à une attaque contre le Québec, une attaque inqualifiable en raison de ses distorsions de langage et de ses inexactitudes impardonnables. Il a même dit que j'ai été kidnappé par les Mohawks. Quelle performance pitoyable et quel mépris pour le système démocratique de la part d'un ministre de la Couronne.

* * *

[Traduction]

L'UNITÉ NATIONALE

M. Ray Speaker (Lethbridge, Réf.): Monsieur le Président, quand le gouvernement libéral est arrivé au pouvoir en 1993, il a promis que les choses allaient changer. Pourtant, plus ça change, plus c'est pareil.

Prenons les propositions du premier ministre concernant le Québec. Dans la foulée du référendum, les Canadiens de toutes les régions se sont tournés vers Ottawa dans l'attente d'une vision. Le premier ministre n'a rien trouvé de mieux qu'un «Charlottetown allégé», soit une nouvelle présentation de politiques conservatrices qui avaient échoué tant au Québec qu'à l'extérieur. Non seulement le premier ministre a dû emprunter la vision des conservateurs, mais il a aussi emprunté leurs sacs de mauvais tours pour invoquer la clôture concernant le projet de loi sur le droit de veto du Québec.

C'est effectivement ce qui se passe. Le gouvernement va obliger les Canadiens à accepter, de gré ou de force, ses propositions sur l'unité. Il va limiter le débat sur un ensemble de propositions qui ne fait l'affaire d'aucune région. Les conservateurs n'ont jamais été si effrontés ou si antidémocratiques.

Les Canadiens s'en trouveront peut-être plus unis du fait qu'ils seront déterminés à rejeter l'ancien Canada et à en bâtir un nouveau. Plus de libéraux, plus de conservateurs, en 1997, les réformistes prendront toute la place.

* * *

LA SEMAINE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

M. Joe Fontana (London-Est, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine est la Semaine nationale de la sécurité routière, organisée sous l'égide du Conseil canadien de la sécurité.

Article 31 du Règlement

Pour marquer le 40^e anniversaire de cette campagne visant à encourager la prudence au volant sur les routes canadiennes, Transports Canada voudrait profiter de l'occasion pour rappeler aux Canadiens que la sécurité routière est la responsabilité de chacun.

La campagne a cette année pour thème la face cachée de la conduite avec facultés affaiblies. Ce problème n'a rien perdu de son acuité. Des statistiques récentes révèlent que plus de 40 p. 100 des conducteurs tués lors d'accidents d'automobile avaient bu.

Transports Canada s'est également efforcé de réduire le nombre des morts et des blessés sur nos routes grâce à des initiatives comme le programme canadien sur la protection des occupants et l'introduction d'équipement de sécurité obligatoire pour les véhicules.

Tous les Canadiens peuvent contribuer à promouvoir la prudence au volant, et cela commence par des habitudes de conduite prudente. Les conducteurs doivent tâcher de bien utiliser l'équipement de sécurité comme les sacs gonflables et les ceintures de sécurité. Faire preuve de bon sens au volant d'un véhicule, respecter les limites de vitesse et observer les règles, tout cela rendra les routes plus sûres pour tout le monde.

La Semaine nationale de la sécurité routière est une campagne importante, dont j'exhorte les députés à soutenir les objectifs.

* * *

LE MAINTIEN DE LA PAIX

Mme Dianne Brushett (Cumberland-Colchester, Lib.): Monsieur le Président, alors que nous discutons aujourd'hui de l'envoi de troupes en Bosnie, nous devons nous rappeler les réalisations accomplies depuis un demi-siècle par les forces canadiennes au service de l'ONU.

Nous devons épouser l'idéal de la paix et de l'unité mondiales que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a exposé récemment ici à Ottawa. Les Canadiens doivent donner l'exemple en se faisant les ambassadeurs de la paix. Hésiter à un moment aussi crucial de l'histoire de ces pays en guerre équivaudrait à fermer les yeux sur un enfant qui meurt de soif. La Bosnie a soif de paix.

En tant que membres d'une nation unie, tous les Canadiens doivent relever le défi et contribuer à instaurer une paix durable pour tous les Bosniaques.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début du XVII^e siècle, le Canada a pris de l'expansion, géographiquement, et a mûri pour devenir le pays dont nous sommes si fiers.

Il n'y a pas si longtemps, le Parti libéral formait l'opposition et il observait le parti qui lui faisait face. L'actuel chef du parti séparatiste à la Chambre, de même que Marcel Masse, ministre de la Défense nationale, et Roch Lasalle siégeaient alors au Cabinet et ils utilisaient à fond leur pouvoir et faisaient prévaloir leur idéologie politique. Aujourd'hui, ils font campagne pour séparer le Québec du Canada, et ils présentent les faits sous un faux jour aux merveilleux habitants du Québec.